

L'honorabilité budgétaire réhabilitée de la Grèce

UE La Commission européenne va sortir la Grèce de la procédure en déficit excessif

► La Commission européenne a proposé de clore la procédure en déficit excessif de la Grèce.

► Trois pays restent sous ce régime : la France, l'Espagne et le Royaume-Uni.

Ce n'est qu'un petit pas en pratique, mais c'en est un plus grand sur le plan symbolique : la Commission européenne a décidé ce mercredi de proposer de sortir la Grèce de la procédure en déficit excessif. Cette « proposition » de la Commission était attendue – elle doit être formellement adoptée par le Conseil des ministres des Finances de l'UE – mais c'est un commissaire Pierre Moscovici visiblement satisfait qui est venu l'annoncer à la presse. Non sans hésiter à verser dans un optimisme que beaucoup jugeront exagéré : « La Grèce peut maintenant tourner la page de l'austérité... »

La fin de l'austérité ? La Grèce reste en réalité sous le coup d'un programme européen d'assistance financière en échange du-

quel le gouvernement Tsipras a dû mettre en œuvre un plan extrêmement sévère « d'ajustement » budgétaire et de réformes. Et ce sont notamment ces mesures d'économies, entre autres sur les retraites, qui ont permis à la Grèce d'atteindre à marche forcée le résultat budgétaire permettant à la Commission de proposer de clore la procédure : le budget de l'Etat hellénique a atteint en effet un surplus de 0,7 % en 2016. Le pacte de stabilité européen interdit les déficits supérieurs à 3 %. « Or, nous prévoyons que ce déficit restera bien au-dessous de ces 3 % en 2017 et 2018 », constatait Pierre Moscovici, et nous pensons que cette situation est durable à court et à moyen terme. » C'est effectivement la trajectoire prévue par le programme de sauvetage de la Grèce : un résultat positif jusqu'aux années 2060...

Toujours est-il que la Grèce respectant le critère du déficit prévu au pacte européen de stabilité, la Commission peut formellement recommander la clôture d'une procédure qui avait été ouverte en 2009. De 2009 à 2016, le résultat budgétaire hellénique est passé d'un déficit de 15,1 % à un surplus de 0,7 %.

Cette clôture de la procédure est très importante, commente Karel Lannoo, patron du think tank bruxellois Centre for European policy studies (CEPS) : cela signifie que la Commission a confiance en la Grèce. Il faut se souvenir que l'instabilité de ce pays date de 2004, mais comme les autorités avaient menti sur leurs statistiques, on n'avait découvert l'état des finances publiques qu'en 2009. Il a fallu des années de travail, pour rétablir les finances mais aussi tout le système administratif.

La Grèce restera encore dans ce qu'on appelle le volet préventif de la procédure en déficit excessif. Et surtout elle reste sous perfusion financière de ses partenaires européens. Une perfusion dont le dernier versement de 7,7 milliards d'euros a eu lieu vendredi dernier, suite logique de la récente conclusion positive

de la seconde « revue » du programme d'assistance. Un programme conclu en août 2015 mais qui viendra déjà à son terme dans un an, date butoir pour la question vitale : la Grèce retrouvera-t-elle alors l'accès aux marchés financiers pour pouvoir refinancer sa dette comme n'importe quel Etat ? Il y a de fortes chances pour que la réponse à

cette question découle de la réponse à une autre interrogation : celle de la soutenabilité de la dette grecque, qui affiche actuellement 179 % de son PIB. Le sujet fait toujours l'objet d'un désaccord entre les Européens et le Fonds monétaire international, ce dernier estimant que la dette hellénique doit être ample-

De 2009 à 2016, le résultat budgétaire hellénique est passé d'un déficit de 15,1 % à un surplus de 0,7 %

ment restructurée afin de garantir la soutenabilité tant des finances publiques que de la croissance. Mais, conformément à un accord trouvé en juin dernier entre les Européens, la Grèce et le FMI, cette question ne sera tranchée qu'à l'issue du programme. Soit en 2018. Mais Fabian Zuleeg, directeur et chef économiste du European Policy Centre, se montre relativement optimiste : « Tout n'est pas encore en ordre : la dette reste élevée, le chômage également, et la croissance n'est pas au niveau souhaité. Mais si les choses continuent sur la lancée, je ne vois pas pourquoi la Grèce ne retrouverait pas le chemin des marchés le moment voulu. » ■

JUREK KUCZKIEWICZ